



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 09 juillet 2025

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 25-188

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELOR MITTAL France

Route d'Humberville - Lieu-dit de la Forge - 52700 MANOIS

Code AIOT : 0005701255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 juin 2025 dans l'établissement ARCELOR MITTAL France implanté Route d'Humberville Lieu-dit de la Forge 52700 MANOIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite au signalement d'une pollution sur le cours d'eau traversant le site ARCELOR MITTAL et le village de MANOIS : la Manoise.

Le site est actuellement en cours de cessation d'activité et, le jour de la visite, de démantèlement des matériels restants sur le site.

L'Office Français de la Biodiversité n'a pas constaté, lors de sa visite sur place le 18 juin, de mortalité piscicole.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELOR MITTAL France
- Route d'Humberville Lieu dit de la Forge 52700 Manois
- Code AIOT : 0005701255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TREFILAC a été autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 1991 à exploiter des activités de tréfilage et traitements de surfaces sur le site de MANOIS. Le récépissé de transfert d'exploitant du 16 juin 2008 transfère l'autorisation à la société SNC ARCELORMITTAL.

ARCELORMITTAL a notifié la cessation de son activité par courrier 7 septembre 2016. L'arrêt de la production a eu lieu le 31 juillet 2016.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	surveillance	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a été informée d'une pollution dont l'origine pourrait provenir du site industriel anciennement exploité par ArcelorMittal.

Des traces d'huile hydraulique sont visibles sur le cours d'eau en aval du site. Une odeur assez forte d'huile hydraulique a été ressentie à proximité de l'aire de jeu du village de MANOIS.

Le jour de la visite, des activités piscicoles ont été observées également. La pollution n'est pas présente en entrée de site, mais en sortie. Ce qui indique que la source de pollution se situe au droit des bâtiments, dans la partie souterraine de la "Manoise".

Considérant la faible importance de la pollution, il semblerait que cette pollution soit plus ancienne et non liée aux travaux en cours. L'huile hydraulique relâchée, l'est en petite quantité, signe d'une pollution diffuse et régulière.

A ce titre, l'exploitant devra mener des opérations de recherches plus particulièrement au droit de la zone fortement souillée dans la zone de tréfilage.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident à l'inspection comme le prévoit l'article R 512-69 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées</p>
Constats : <p>Préalablement à l'entrée sur le site, des observations ont été faites en aval du site, en limite de propriété (nommée P02 sur le schéma ci-dessous) ainsi qu'au dessus du barrage près de l'aire de jeu du village (nommée P01 sur le schéma ci-dessous). Un voile léger blanchâtre est décelable à la surface de l'eau, indiquant également des traces d'irisation photo en annexe 1). Une odeur d'huile hydraulique a également été perçue au niveau du barrage (nommée P03 sur le schéma ci-dessous), probablement liée à l'eau stagnante située sur un semblant de bras mort. La localisation des points d'observation se situe ci-dessous.</p> <p>Sur le site, à proximité de l'entrée sont stockés des machines ou élément de machines, issus du démantèlement actuel. Des traces d'huile hydraulique sont visibles sur le sol. Elles pourraient occasionner un ruissellement vers le milieu en cas de pluie.</p> <p>Ces traces sont jugées comme superficielles, et ne pouvant être à l'origine de la pollution constatée dans le cours d'eau.</p>



Orthophoto du site avec les zones d'observations :

Nous rencontrons M. David ZIMMER, responsable du suivi du démantèlement du site, après l'avoir informé du motif de notre visite, il nous propose de faire différentes observations, notamment en sortie de site (nommée SS 01 sur le schéma ci-dessus), en amont du site (nommée AS 01 sur le schéma ci-dessus) et en milieu de site (nommée MS 01 sur le schéma ci-dessus).

Il faut noter que la rivière est canalisée et devient souterraine au niveau des bâtiments entre les points SS01 et AS01.

Observation SS 01 :

Nous observons à la surface de la rivière un voile blanchâtre avec des traces d'irisation. Aucune odeur de fluide hydraulique n'est à noter.

Observation AS 01 :

Nous n'observons aucune trace, ni d'odeur suspecte à ce niveau.

Observation MS 01 :

Nous n'observons aucune trace, ni d'odeur suspecte à ce niveau également. M. ZIMMER nous informe que le barrage doit être retiré dans le cadre des effacements d'ouvrage hydraulique.

La potentielle source de pollution se situe donc entre SS01 et AS 01, au niveau des bâtiments situés à l'aplomb de la rivière, nommée POL sur le schéma ci dessus.

Nous pénétrons dans plusieurs bâtiments, dans lesquels ne se trouvent aucune machine pouvant entraîner une telle pollution, eu égard à la faible quantité d'huile liée à leur fonctionnement.

Nous entrons dans la salle de tréfilage et remarquons au sol une souillure importante avec une forte odeur d'huile hydraulique, semblable à celle décelée au point P03 (planche photographique en annexe 2). M. ZIMMER nous indique alors que ces machines de tréfilage ont été vandalisées en 2024, afin de récupérer le cuivre potentiellement présent sur le matériel. Les vandales ont cependant sectionné des tuyaux hydrauliques, pensant qu'ils contenaient des câbles électriques. S'en est suivie une vidange du groupe hydraulique. L'huile s'est répandue dans des cavités situées sous les machines et devant probablement servir de rétentions prévues à cet effet. Nous notons également la présence de canalisations PVC, et de gaines électriques divers ayant pu véhiculer tout ou partie des fluides. Ces ouvrages ne sont pas en bon état et présentent des portions cassées, permettant ainsi un écoulement aléatoire, non maîtrisé.

M. ZIMMER nous indique également que le site a été inondé 4/5 cm dans l'ensemble des

<p>bâtiments, postérieurement au vandalisme opéré.</p> <p>L'ensemble de ces faits pouvant engendrer ce type de pollution par lessivage.</p> <p>L'exploitant nous indique que des boudins filtrants seront posés sur le cours d'eau le 20 juin, par la société en charge du démantèlement "Orne recyclage", représenté le jour de la visite par M. SZCZEPANSKI Pierre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un rapport d'incident à l'inspection comme le prévoit l'article R 512-69 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : avec suite - Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Délai : 1 mois</p>

Annexe 1 : Traces d'irisation



Annexe 2 : Traces de pollution dans les bâtiments

